

## Article de l'OBS

Par [Sébastien Billard](#)

Publié le [27 septembre 2018 à 07h32](#)

### **"Couper, couper, couper" : à l'ONF, les forestiers en ont marre de devoir être "rentables"**

"Les activités commerciales sont en train de prendre le pas sur les missions de service public", s'alarment des agents de l'Office national des forêts.

Marie\* est soulagée. Cette sexagénaire, entrée à l'Office national des forêts (ONF) dans les années 1970, s'apprête à prendre sa retraite dans quelques mois, après avoir occupé plusieurs postes administratifs.

"J'ai beaucoup aimé travailler ici", commence-t-elle par raconter. Mais "les conditions de travail ne font que se détériorer depuis le début des années 2000, au fur et à mesure des réorganisations et des suppressions de postes qui les accompagnent". Ce départ, elle l'attend donc avec une certaine impatience, tant elle se dit déçue par ce qu'est devenu l'ONF.

"La philosophie est en train de changer. Elle se résume de plus en plus à un seul mot : 'Couper, couper, couper'... Le service au public et la préservation des forêts passent à la trappe, la pression augmente. C'est un énorme gâchis."

Marie dénonce la place prépondérante qu'est en train de prendre la coupe du bois, déterminante puisqu'elle finance en grande partie cet établissement public chargé de gérer les 10 millions d'hectares de forêts publiques françaises. Une pression de plus en plus forte serait exercée par la direction pour atteindre des objectifs élevés d'abatage.

"La tendance est à une surexploitation de la forêt publique", confirme Jean-Etienne Bégin, garde forestier en Meurthe-et-Moselle. "Elle ne représente qu'un quart de la surface de la forêt française, mais produit plus de 40% du bois commercialisé." Il ajoute :

*"L'ONF est en train de se soumettre à une forme de productivisme, néfaste pour la biodiversité."*

#### **"Usines à bois"**

"Nous sommes là pour marteler les arbres à abattre mais aussi pour façonner la forêt de demain, la protéger, la valoriser", rappelle Guillaume Klein, garde forestier dans le Doubs. "La forêt publique est certes une ressource, mais aussi un patrimoine qui doit être géré de façon désintéressée. Malheureusement, la logique industrielle est en train de l'emporter sur la protection des espaces forestiers", ajoute ce trentenaire, syndiqué au [Snupfen](#).

*"L'ONF tend à considérer les forêts comme des 'usines à bois' plutôt que des espaces vivants."*

Cette course à toujours plus de volume de bois abattu, à laquelle se plie l'établissement public, n'est pas sans impact sur la biodiversité, poursuit-il. "On coupe les arbres de plus en plus tôt, on les uniformise, on laisse de moins en moins d'espaces de régénération, les sols sont de plus en plus sollicités", égrène-t-il.

Une "mal-forestation" qui a récemment fait l'objet d'un documentaire engagé, "le Temps des forêts".

"Le marché prend le pouvoir", appuie Emmanuel\*, garde forestier en poste dans la Nièvre. "On ne raisonne plus qu'avec des chiffres et des tableaux Excel." Pour ce quadra, les mutations en cours à l'ONF s'inscrivent dans le mouvement de désengagement progressif de l'Etat dans tous les services publics. "Comme la santé, la forêt est pourtant un domaine où la présence de l'Etat est indispensable", défend-il. "La forêt est sacrée. C'est un bien commun dont nous avons hérité, dont nous devons prendre soin, et que nous devons léguer aux générations futures."

### **Cinquantaine de suicides**

A l'ONF, la colère gronde depuis plusieurs mois. Voire plusieurs années. A la baisse continue des effectifs – l'établissement compte aujourd'hui 9.000 postes, contre 15.000 il y a trente ans – est venue s'ajouter, au début des années 2000, une série de réformes structurelles (mise en place d'une gestion par objectifs, spécialisation croissante des agents...) qui collent mal avec l'ADN du métier de forestier et qui ont profondément chamboulé la maison. "Les gardes forestiers ont vu doubler la surface des espaces qu'ils doivent gérer. Ils sont de plus en plus accaparés par des tâches informatiques, commerciales et administratives", déplore le secrétaire national du Snpfen-Solidaires, Philippe Canal.

Ces bouleversements n'ont pas été sans conséquence. Depuis 2005, une cinquantaine de suicides ont touché l'ONF, ne manquent pas de rappeler les syndicats. Démotivation, stress, risques psychosociaux... En 2012, un audit évoquait même une situation "préoccupante" sur le plan social. Si les années passent, le climat de défiance entre direction et agents de l'ONF reste fort. Il y a tout juste un an, pour protester contre un climat social qu'elles jugent "délétère", les organisations syndicales ont décidé de démissionner des instances de représentation. Dans la foulée, en décembre 2017 puis en mai dernier, des agents se sont mis en grève et ont manifesté dans plusieurs villes de France. "Depuis un an, on demande l'ouverture de négociations à nos ministères de tutelle [*Agriculture et Transition écologique, NDLR*], mais ils les refusent...", souligne Philippe Canal.

Pour tenter de faire enfin bouger les choses, et faire entendre cette lutte, l'intersyndicale de l'ONF vient de lancer plusieurs marches à travers la France. Toutes doivent converger le 25 octobre vers la forêt de Tronçais, dans l'Allier, où aura lieu un grand rassemblement. Célèbre pour ses chênes, cette forêt a valeur de symbole, pour les agents de l'ONF. "C'est dans cette forêt emblématique que les principes de la gestion durable ont été mis en œuvre en premier, au XVIIe siècle, sous l'impulsion de Colbert", précise Philippe Canal.

"Nous voulons alerter le public : 350 ans après, la forêt publique est en danger."

### **"Malléable"**

La grande crainte des agents de l'ONF ? La privatisation, à terme, de la gestion de la forêt publique. La priorité donnée à la coupe de bois s'accompagne d'une logique de "défonctionnarisation", dénoncent les syndicats. "Depuis deux ans, il n'y a plus de concours pour les fonctionnaires, seuls des contractuels sont recrutés", détaille Philippe Canal. Conséquence : avec les nombreux départs en retraite des années à venir, les fonctionnaires pourraient rapidement se retrouver minoritaires. "Cela s'est produit dans d'autres établissements publics, comme France Télécom ou EDF. Et l'issue a toujours été la même : un basculement du statut de l'établissement et une privatisation", s'inquiète le syndicaliste.

Beaucoup voient dans la volonté de la direction de diminuer la part de fonctionnaires à l'ONF comme une manière de faire sauter le "dernier verrou" empêchant encore une totale "industrialisation" de la forêt. "Dans cette course à la rentabilité, et à la coupe de toujours plus de bois, les fonctionnaires sont perçus comme des obstacles. Un contractuel sera forcément plus malléable", glisse un garde forestier.

### **Sébastien Billard**

*\* Les prénoms ont été modifiés*